**ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS D’HÉBERGEMENT, DE MAINTENANCE ET DE DÉVELOPPEMENTS DE LIVRES D’OR NUMÉRIQUES POUR LE MUSÉE DU QUAI BRANLY – JACQUES CHIRAC**

Acte d'engagement

N°2026-MQB-00468-AC-00-00

|  |  |
| --- | --- |
| La part à commandes du présent accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 80 000 € HT  Mois m0 : mars 2026  Code nomenclature : DHMAPPNOSU | Cadre réservé à la mention  NANTISSEMENT OU CESSION DE CRÉANCE |

|  |
| --- |
| **Personne publique** : Établissement public du musée du quai Branly – Jacques Chirac – 222, rue de l’Université – CS 60851, 75281 Paris, représentée par son président, Emmanuel KASARHÉROU  Direction chargée du suivi : Direction des publics  **Mode de passation :** Procédure adaptée ouverte prévue à l’article R.2123-1 du Code de la commande publique  **Ordonnateur** : Monsieur le Président de l'Établissement public du musée du quai Branly – Jacques Chirac  **Comptable assignataire des paiements** : Monsieur l'Agent comptable de l'Établissement public du musée du quai Branly – Jacques Chirac |

**ANNEXES À L’ACTE D’ENGAGEMENT :**

Annexe 1 : Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;

Annexe2 : Le formulaire DC4 valant demande(s) d’acceptation du ou des sous-traitant(s).

1. PARTIES À L’ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est conclu entre :

D’une part,

**Le musée du quai Branly – Jacques Chirac**

222, rue de l’Université CS60851

75281, Paris

Représenté par : Monsieur le Président de l'Établissement public du musée du quai Branly – Jacques Chirac

Et d’autre part (**veuillez cocher la case concernée**),

1. CONTRACTANT (ENTREPRENEUR UNIQUE)

Le contractant unique, soussigné, désigné dans l’accord-cadre sous le nom de « LE TITULAIRE »

Madame/Monsieur…………………………………………………………………………………

En qualité de …………………………………………………………………………………………

Agissant au nom et pour le compte de la société …………………………………………

Dont le siège social est situé à ………………………………………………………………….

Et le numéro d’identification SIRET est le suivant : ……………………………………….

Contact

Numéro de téléphone : ………………………………….

Courriel : …………………………………………………….

Note : toute communication engagée via la plateforme des achats de l’Etat (PLACE) se fera sur l’adresse électronique indiquée ci-dessus. En cas de modification de cette dernière, il appartient au titulaire de prévenir la personne publique.

Ayant pris connaissance et accepté les documents contractuels de l’accord-cadre, listés dans le CCP du présent accord-cadre.

M'ENGAGE

sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies et qui constituent l'offre.

DÉCLARE

que la société pour laquelle j'interviens est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités qu'elle pourrait encourir dans l'accomplissement des tâches qui lui incombent au titre du présent accord-cadre.

ATTESTE

n’entrer dans aucun cas d’interdiction de soumissionner prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du Code de la commande publique.

Le délai de validité de l’offre est de six (6) mois à compter de la date limite de remise des offres.

1. CONTRACTANTS (GROUPEMENT D’ENTREPRENEURS)

Nous co-traitants soussignés, désignés sous le nom « LE TITULAIRE », engageant les personnes physiques ou morales ci-après, en groupement d’entrepreneurs (**veuillez cocher la case correspondante**) :

Solidaire

Conjoint

En cas de groupement conjoint, le mandataire désigné ci-après déclare être solidaire des autres membres du groupement.

**1er entreprise cotraitante et mandataire du groupement :**

Madame/Monsieur…………………………………………………………………………………

En qualité de …………………………………………………………………………………………

Agissant au nom et pour le compte de la société …………………………………………

Dont le siège social est situé à ………………………………………………………………….

Et le numéro d’identification SIRET est le suivant : ……………………………………….

Contact

Numéro de téléphone : ………………………………….

Courriel : …………………………………………………….

Note : toute communication engagée via la plateforme des achats de l’Etat (PLACE) se fera sur l’adresse électronique indiquée ci-dessus. En cas de modification de cette dernière, il appartient au titulaire de prévenir la personne publique.

**2e entreprise cotraitante :**

Madame/Monsieur…………………………………………………………………………………

En qualité de …………………………………………………………………………………………

Agissant au nom et pour le compte de la société …………………………………………

Dont le siège social est situé à ………………………………………………………………….

Et le numéro d’identification SIRET est le suivant : ……………………………………….

Contact

Numéro de téléphone : ………………………………….

Courriel : …………………………………………………….

Ayant pris connaissance et accepté les documents contractuels de l’accord-cadre, listés dans le CCP du présent accord-cadre.

NOUS ENGAGEONS

sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies qui constituent l'offre.

DÉCLARONS

que les sociétés pour lesquelles nous intervenons sont titulaires d'une assurance couvrant les responsabilités qu'elles pourraient encourir dans l'accomplissement des tâches qui leur incombent au titre du présent accord-cadre.

ATTESTONS

n’entrer dans aucun cas d’interdiction de soumissionner prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du Code de la commande publique.

|  |
| --- |
| Le délai de validité de l’offre est de six (6) mois à compter de la date limite de remise des offres. |

1. OBJET DE L’ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet **des prestations d’hébergement, de maintenance et de développements de livres d’or numériques pour le musée du quai Branly – Jacques Chirac.**

**Les détails techniques des prestations sont précisés à l’article 9 du CCP.**

Le numéro de la consultation est : 2026-MQB-00468-AC-00-00.

1. PRIX ET CONDITIONS GÉNÉRALES DES PRIX

Les prix exprimés en euros sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois m0 indiqué en première page du présent acte d’engagement, à savoir le mois limite de réception des offres initiales.

Les prix forfaitaires sont fermes et définitifs sur toute la durée totale de l’accord-cadre, reconductions comprises pour toutes les prestations forfaitaires.

Les prix unitaires sont fermes pour la première période d’exécution. Ils sont révisables à la date anniversaire de l’accord-cadre, dans les conditions fixées à l’article 15.8 du CCP.

Le présent accord-cadre est conclu à prix mixtes :

* **Pour partie à prix global et forfaitaire selon la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et dont le montant est précisé ci-après ;**
* **Et pour partie à prix unitaires dont les prix sont issus du bordereau de prix unitaires (BPU) figurant en annexe 1 au présent acte d’engagement.**

**L’accord-cadre comporte un montant maximum pour sa part à commandes sur la durée totale du contrat, reconductions comprises, de 80 000 € HT.**

**Il s’exécute par bons de commande en application des articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique, et dans les conditions définies dans le présent document.**

**Le montant global et forfaitaire de la première année d’exécution du présent accord-cadre s’élève à :**

|  |  |
| --- | --- |
| Montant forfaitaire de la première année | |
| Montant en € HT |  |
| TVA (20%) |  |
| Montant en € TTC |  |

Soit en toutes lettres (montant en € TTC) :

………………………………………………………………………………………………………………………………………………

**Le montant global et forfaitaire annuel par année de reconduction du présent accord-cadre s’élève à :**

|  |  |
| --- | --- |
| Montant forfaitaire par année de reconduction | |
| Montant en € HT |  |
| TVA (20%) |  |
| Montant en € TTC |  |

Soit en toutes lettres (montant en € TTC) :

………………………………………………………………………………………………………………………………………………

**Le montant global et forfaitaire sur la durée totale de l’accord-cadre, reconductions comprises s’élève à :**

|  |  |
| --- | --- |
| Montant forfaitaire sur la durée totale de l’accord-cadre, reconductions comprises | |
| Montant en € HT |  |
| TVA (20%) |  |
| Montant en € TTC |  |

Soit en toutes lettres (montant en € TTC) :

………………………………………………………………………………………………………………………………………………

1. SOUS-TRAITANCE
   1. Présentation de sous-traitant(s) lors de la remise de l’offre

Le titulaire peut sous-traiter l’exécution de certaines parties de l’accord-cadre, à condition d’avoir obtenu du musée du quai Branly – Jacques Chirac l’acceptation et l’agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant, sur présentation du formulaire DC4 de déclaration de   
sous-traitance téléchargeable à l’adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>.

Le titulaire sous-traite les prestations dans les conditions prévues par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et aux articles R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique.

La sous-traitance totale est interdite.

L’(es) entreprise(s) :

Ne présente(nt) pas de sous-traitant(s) lors de la remise de l’offre ;

Présente(nt) un ou plusieurs sous-traitant(s) lors de la remise de l’offre, auquel cas :

Nature de la prestation sous traitée : …………………………………………………….

Le montant total de la sous-traitance présentée dans l’offre est de :

Montant HT : ……………………………………………………………………………………….

TVA au taux de ……………... % soit un montant de TVA de : …………………………

Montant TTC :……………………………………………………………………………………..

Montant TTC (en lettres) : …………………………………………………………………….

………………………………………………………………………………………………………..

Si la sous-traitance envisagée est destinée à compléter les capacités techniques ou professionnelles du candidat, celui-ci doit compléter son dossier de candidature avec le dossier de candidature de son sous-traitant et annexer la déclaration de sous-traitance (DC4) au présent acte d’engagement.

* 1. Sous-traitance envisagée au cours de l’exécution de l’accord-cadre

En cours d’exécution de l’accord-cadre, le titulaire peut sous-traiter l’exécution de certaines prestations, à condition d’avoir obtenu du musée du quai Branly – Jacques Chirac l’acceptation et l’agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant sur présentation de la déclaration de sous-traitance à la personne publique. Les modalités de cette demande sont précisées dans les documents de l’accord-cadre.

1. DURÉE

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de douze (12) mois à compter du 19 août 2026 au plus tôt ou de sa date de notification si elle intervient postérieurement à cette date. Il pourra être reconduit trois (3) fois pour la même durée par décision tacite de la personne publique.

Le cas échéant, la personne publique prendra par écrit la décision de ne pas reconduire l’accord-cadre trois (3) mois au moins avant la date anniversaire de notification de l’accord-cadre au titulaire. En cas de non-reconduction, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Cette durée est appréciée à compter de la date de prise d’effet de l’accord-cadre, soit au 19 août 2026 ou de la date de notification au titulaire.

En application de l’article L.2125-1 du Code de la commande publique, la durée totale de l’accord-cadre ne pourra dépasser quatre (4) ans.

Les bons de commande émis pendant la durée de validité de l’accord-cadre peuvent s’exécuter au-delà, jusqu’à admission des prestations faisant l’objet du bon de commande dans une limite de trois (3) mois.

1. AVANCE

Le titulaire déclare (**veuillez cocher la case correspondante**) :

Accepter l’avance prévue dans les dispositions de l’article 16.6 du CCP de l’accord-cadre ;

Refuser l’avance prévue dans les dispositions de l’article 16.6 du CCP de l’accord-cadre.

1. PAIEMENTS ET COORDONNÉES BANCAIRES

Le représentant de la personne publique se libérera des sommes dues au titre du présent accord-cadre en faisant porter les montants correspondants aux comptes ci-après.

Insérer un relevé d’identité bancaire (RIB) du titulaire sous format image ou PDF dans le cadre ci-dessous, prévu à cet effet **ou** compléter les informations suivantes pour chacun des contractants :

IBAN : ………………………………………………………….

BIC : ……………………………………………………………

Nom d’agence : …………………………………………….

|  |
| --- |
| **RIB** |

**! En complément des renseignements complétés ci-dessus un RIB au nom du titulaire ou du mandataire devra être transmis dans l’offre. Le cas échéant, les RIB de tous les membres du groupement conjoint doivent être annexés au présent acte d’engagement.** Les coordonnées bancaires devront impérativement mentionner l’identifiant international de compte bancaire (IBAN + BIC/SWIFT).

Le musée du quai Branly – Jacques Chirac se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes ou les actes spéciaux.

1. SIGNATURE DU TITULAIRE

Fait en un seul original,

À , le

Cachet et signature des contractants

précédée de la mention « **lu et approuvé** » :

|  |  |
| --- | --- |
| Contractant ou 1er contractant mandataire | Autre(s) cocontractant(s) en l’absence de délégation de signature au mandataire |
|  |  |

1. ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR LE REPRÉSENTANT DU MUSÉE DU QUAI BRANLY – JACQUES CHIRAC

Pour valoir acte d'engagement, est acceptée la présente offre :

Fait à Paris, le #\_DATE\_#

Le Président

#SIGNATURE#